le grand-seigneur, à l'égard de l'Egypte, dans le traité de Constantinople.

Trois jours après, le pacha invita de nouveau les consuls à se rendre auprès de lui, et leur déclara qu'après avoir fait de mûres reflexions, il avait résolu d'accéder au traité. Sans vouloir remarquer la surprise que causait cette résolution, si éloignée de celle qu'il avait manifestée dans sa dernière audience, le vice-roi parla longuement des mesures qu'il aurait à prendre dans sa nouvelle situation et des ressources administratives qu'il a en réserve; puis il reçut ses principaux fonctionnaires, leur fit ses adieux, et partit pour le lointain voyage du Sennar avec Saïd-Bey, son fils chéri, qu'il a placé à la tête de sa marine, et qui donne les plus belles espérances. L'ordre de désarmer une partie de la flotte égyptienne fut donné aussitôt. Le grand âge de Méhémet-Ali, la dignité répandue sur toute sa personne, son calme et sa gaieté dans un moment si difficile, ont contribué à rendre cette scène à la fois touchante et solennelle.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

Le nouvel et brillant aspect que prennent les affaires de la légitimité en Espagne, continue de jeter l'alarme dans le camp du libéralisme français. On lit dans le *Journal de Paris*:

«On peut considérer la campagne comme terminée en Espagne; elle a tout été à l'avantage du *prétendant*. Les derniers succès de Cabréra ont rempli ses partisans d'enthousiasme. Du pied des Pyrénées jusqu'à l'Ebre, l'armée carliste reste maîtresse du plat pays, et si elle parvient à s'emparer de quelque place importante, de Bilbao, par exemple, la guerre non-seulement peut traîner indéfinitivement en longueur, mais la cause constitutionnelle peut être plus gravement compromise que jamais. Le gouvernement de Madrid est dans un état de désorgaaisation et d'anarchie impossible à décrire; son crédit est mort, ses finances épuisées. Assailli d'intrigues, de prétentions de toute sorte, voyant ses faibles ressources dévorées par des déprédations qui achèvent sa ruine, il est plus faible, plus vacillant, plus déconsidéré que jamais; on le croirait près de tomber en dissolution.»

Au sujet de cette déconfiture générale du parti de la révolution, et des magnifiques espérances qui s'élèvent sur l'horizon de la légitimité, le *Journal de Paris* gourmande amèrement l'apathie du gouvernement français. M. Molé abandonne, trahit même la cause christine; le traité de la quadruple-alliance est foulé aux pieds; nous avions promis notre coopération, et cette coopération qui devait être efficace, se borne à un concours illusoire. Bref, le système du 15 avril est seul responsable de tout le sang qui se verse de l'autre côté des Pyrénées; car il ne tiendrait qu'à lui d'en arrêter l'effusion et d'assurer le triomphe de Marie-Christine, en prenant une part sérieuse et active à la lutte. Tel est le résumé des griefs de la feuille libérale, c'est-à-dire que le *Journal de Paris* demande tout simplement l'intervention.

Le *Journal de Paris* en parle fort à son aise, pourrait répondre à M. Molé. — Mais vous avez bien osé faire l'expédition d'Anvers, réplique le *Journal de Paris*, qui a prévu la réponse puisée dans la position de M. Molé. Oui, sans doute, la révolution de juillet a fait l'expédition d'Anvers; mais ici le cas est bien différent. Si l'on a été à Anvers; c'est que les passe-ports avaient été préalablement signés par la conférence de Londres, en d'autres termes par les plénipotentiaires des grandes puissances du Nord; si l'on ne va pas en Espagne; c'est qu'ici la quadruple-alliance a seule délivré le laisser-passer, et que la quadruple-alliance ne s'appelle ni la Russie, ni l'Autriche, ni la Prusse. (*France.*)

—On lit dans la correspondance ordinaire de Madrid du 7 octobre:

Une certaine agitation s'est manifestée dans la capitale lorsque l'on a eu connaissance du désastre qui a atteint nos armes en Aragon. La tranquillité publique n'a pas été troublée, grâces aux sages précautions de l'autorité. Une proclamation adressée aux habitans de Madrid par le premier alcade constitutionnel, en répondant aux déclamations impudentes des carlistes, a contribué à calmer les esprits. On ne saurait se dissimuler qu'il existe à Madrid même plus d'un élément de désordre, et qu'il ne faudrait qu'une étincelle pour rallumer l'incendie; il est même possible que quelques cris séditieux se fassent entendre, mais ils ne seraient que des démonstrations partielles et isolées. On ne se révoltera pas à Madrid tant que l'armée de réserve tiendra les perturbateurs en respect.

Ce qui rend surtout la position critique, c'est la pénurie du trésor. On ne trouve pas de soumissionnaires pour les fournitures de l'armée, que l'intendant général sera chargé de faire servir. Les négociations entamées avec M. Safont n'ont encore abouti à aucun résultat. On parle de l'arrivée dans la capitale de l'agent de plusieurs maisons anglaises, et l'on dit qu'il a la mission de faire des propositions au ministère.

Le découragement est général à la Bourse; et les effets publics se soutiennent difficilement.

On ne connaît pas encore officiellement toute l'étendu de la perte subie par les troupes que commandait Pardinas; mais des correspondances de Sarragosse, d'Alcaniz et de Caspe, s'accordent à dire que la déroute a été entière, que l'ennemi est resté maître du champ de bataille et du général Pardinas, blessé à la tête et à la poitrine. Toutefois, la majeure partie de la division, qui était forte de 5 à 6,000 hommes, s'est ralliée soit à Caspe, soit à Alcaniz. Le seul rapport parvenu au gouvernement, est un bulletin du général San-Miguel. Les faits qui y sont consignés ont été confirmés par un des soldats qui se trouvait à l'affaire entre Caspe et Muella.

PAYS-BAS. — *Liége*, 12 *octobre*.

La démagogie belge dirigée par le grand agitateur de Potter, cet O'Conell au petit pied, poursuit avec audace son projet de révolutionner la Prusse. Au dévergondage et à l'assurance qui règnent dans ses écrits, et dans ceux de ses acolytes, on doit croire qu'ils regardent l'ouvrage comme déjà avancé. Nous ne savons jusqu'à quel point on peut ajouter foi à leurs paroles; mais il nous paraît bien certain qu'ils ont des intelligences dans les provinces rhénanes, dans la Westphalie et même dans la Pologne. Il n'a sans doute pas échappé à l'attention, que depuis quelque tems, nos Jacobins, et de Potter lui-même, flattent et cajolent le parti catholique, qui a fait la révolution en Belgique, et que de son côté, celui-ci, qui naguère encore n'avait pas assez de traits pour en accabler les républicains, ses adversaires, garde aujourd'hui sur leur compte un silence absolu. N'est-il pas rationnel de tirer de là la conséquence qu'il s'est formé entre les deux partis une alliance semblable à celle qui a été contractée en 1829, et qui a eu pour résultat la révolution qui s'est opérée l'année suivante? Alliance dans laquelle chacun des deux partis se serait engagé de prendre le double masque des idées qu'ils représentent l'un et l'autre.

Mais, soit que les deux factions soient réunies, soit qu'elles agissent isolément, ils est certain qu'elles *travaillent* la monarchie prussienne. Il y a peu de jours, la ville de Cologne, et ses environs étaient inondés d'un écrit imprimé, rédigé ou traduit en langue allemande, intitulé: *Appel des habitans de la Belgique, aux habitans des provinces rhénanes*, et ayant pour objet une provocation à la révolte, aux fins de parvenir à l'établissement d'une fédération belge-rhénane. Il a été constaté, dit-on, que cet écrit était arrivé de Liège.

Quelle est donc cette manie de propagande qui pousse nos révolutionnaires à susciter des troubles et des déchiremens chez nos voisins? Est-ce une idée empruntée au beau-père, qui dans les premières années de son règne, croyait qu'il ne pourrait être en sûreté qu'autant qu'il serait environné de ruines? Dans tous les cas, il y a noire ingratitude de la part des hommes de la *glorieuse*, à exciter des soulèvemens dans les états d'un prince à la tolérance duquel ils sont redevables du maintien de leur ouvrage. (*Ind.*)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 20 *octobre*.

On écrit de La Haye, le 15 octobre:

La session des états-généraux a été ouverte aujourd'hui. Voici le discours du roi:

« Nobles et puissans seigneurs,

» Mon cœur paternel se réjouit, dans cette réunion solennelle, de me voir pour la première fois accompagné de l'aîné de mes petit fils, le prince héréditaire d'Orange, que j'ai autorisé à siéger dans le conseil-d'état depuis qu'il a atteint sa majorité.

» Mes rapports amicaux avec les puissances étrangères n'ont pas éprouvé de changement depuis votre dernière session.

» J'attends encore la réponse à la déclaration adressée de ma part, au printemps dernier aux représentans des cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie à Londres, et destinée à parvenir à un réglement définitif des conséquences de l'insurrection (*opstand*) belge.

» Je continue à nourrir l'espoir que cette déclaration, basée sur les déterminations antérieures des puissances, et qui a obtenu aussi l'adhésion unanime des états-généraux, mènera à une solution conforme à l'honneur et aux vrais intérêts du peuple de la Néerlande. Les traités conclus l'année dernière avec la Grande-Bretagne et la Prusse répondent au but qu'on s'était proposé; maintenant on a ouvert des négociations pour régler les relations commerciales avec les états de l'Union des douanes allemandes.

» L'administration intérieure continue à se faire remarquer par son bon ordre et sa régularité. Malgré un hiver très-long et très-rigoureux et qui a fait souffrir quelques produits, l'état de l'agriculture est en général favorable.

» Dans les principales fabriques, il règne une activité extraordinaire. Des capitaux considérables ont été appliqués à la navigation et au commerce, et la pêche a été fort productive.